

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : AMR 52/003/2011

8 septembre 2011

AILRC-FR

Amnesty International Uruguay fait part de sa préoccupation face aux événements survenus à Haïti impliquant des soldats uruguayens détachés auprès de la MINUSTAH

La Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a été déployée dans ce pays par le Conseil de sécurité des Nations unies ; elle a entre autres été mandatée pour protéger les civils se trouvant en danger imminent de violence physique, soutenir les institutions et organisations haïtiennes dans le cadre de leurs efforts visant à promouvoir et protéger les droits humains, et suivre de près la situation de ces droits dans le pays. La commission d'actes tels que ceux qui sont imputés à des membres du contingent uruguayen de la MINUSTAH porte atteinte de manière choquante à la dignité humaine, et est contraire aux obligations de l'Uruguay en matière de droits humains ainsi qu'aux engagements pris par cet État lorsqu'il a mis des troupes à la disposition des Nations unies.

Après le tremblement de terre qui a ravagé Haïti le 12 janvier 2010, la situation de précarité des droits de la population haïtienne s'est accrue, ce que le Conseil de sécurité a pris en compte lorsqu'il a adapté le mandat de la MINUSTAH aux nouvelles circonstances par le biais de la résolution 1908 (2010). C'est dans les situations de crise et d'urgence que les droits humains sont le plus menacés. C'est également dans ces circonstances que tous les intervenants, y compris les casques bleus, doivent redoubler d'efforts pour prévenir les violations des droits fondamentaux et pour veiller au respect et à la réalisation de ceux-ci, conformément aux normes internationales en la matière.

Les acteurs de l'aide humanitaire doivent par ailleurs intégrer à leurs programmes un travail de prévention de toutes les formes de violence liées au genre, en particulier la violence sexuelle, ainsi que des mesures de réaction à celles-ci. En particulier, les effectifs qui servent dans le cadre des opérations des Nations unies doivent éviter sous quelque circonstance que ce soit de se rendre coupables d'actes - exploitation, abus sexuels ou activités sexuelles – impliquant des personnes mineures, d'échanger des sommes d'argent, un emploi, des biens ou des services contre des rapports sexuels, ou de se livrer à des activités sexuelles qui compromettent leur impartialité ou le bien-être d'autrui. Il est en général interdit aux effectifs militaires participant à ces opérations de perpétrer des actes causant des dommages physiques, sexuels ou psychologiques aux membres de la population locale, en particulier aux femmes et aux enfants.

Amnesty International Uruguay exhorte les autorités uruguayennes à favoriser et diligenter les enquêtes indépendantes, impartiales et approfondies qui sont requises afin que toute la lumière soit faite sur les événements dénoncés récemment. Si les allégations de violences sexuelles formulées par un civil haïtien sont confirmées, le gouvernement doit faire en sorte que les auteurs présumés soient traduits en justice devant une instance judiciaire civile afin que leurs responsabilités dans ces actes soient établies. Le gouvernement devra ensuite révéler les résultats des enquêtes et procédures à la victime présumée, et plus généralement à la population et au gouvernement haïtiens, ainsi qu'aux Nations unies. Dans le cas où la ou les violation(s) serai(en)t avérée(s) et les responsabilités établies, l'État uruguayen doit faire en sorte que la victime de ces abus reçoive pleinement réparation, à hauteur du préjudice subi.

FIN/

Josefina Salomon, attachée de presse Amériques

tél : +44 207 413 5562 (fixe) et +44 7778 472 116 (portable) www.amnesty.org